

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45000 ORLÉANS

ORLÉANS, le 29/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **TEREOS FRANCE**

Route de Paris  
45410 Artenay

Références : VAT20230364  
Code AIOT : 0010001557

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2023 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté Route de Paris 45410 Artenay. L'inspection a été annoncée le 13/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEREOS FRANCE
- Route de Paris 45410 Artenay
- Code AIOT : 0010001557
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TEREOS bénéficie d'une autorisation d'exploitée pour son site d'Artenay accordée par arrêté préfectoral du 21 juin 2013. Diverses modifications sont intervenues, depuis 2017, qui ont rendu nécessaire la prise de nouveaux actes dont le dernier du 4 septembre 2020, qui met à jour la situation administrative de l'établissement.

Les installations de stockage de céréales exploitées dans cet établissement relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2160-2 (silos verticaux), tandis que celle de stockage de pellets de betterave relèvent du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2160-1 (silos plats).

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

L'inspection du 30 mai 2023 a porté notamment sur les points de contrôle suivants :

- l'état de bon fonctionnement et d'entretien des équipements susceptibles d'être à l'origine de départ de feu (moteurs électriques, paliers, bandes, installations électriques, travaux par points chauds...),
- l'existence, la mise en œuvre et le respect des conditions de fonctionnement garantissent la prévention des départs de feu (sécurité et asservissement de la manutention, plan d'entretien et de maintenance, permis de feu, surveillance après travaux ...).

Des contrôles, par sondage, de la présence des détecteurs de dysfonctionnement et de l'asservissement du fonctionnement des installations de manutention à celui du système d'aspiration, ont été effectués au cours de cette inspection.

Des simulations de défaut de ces équipements ont également été mises en œuvre, dans le cadre de cette opération, afin de vérifier la mise à l'arrêt du circuit testé, et le bon fonctionnement des alarmes associées...

Outre ces points de contrôle, associés à l'action nationale 2023 « Silos », un point sur les mesures adoptées suite à l'incident du 19 avril 2023 associé à une fuite hydraulique observée sur la canalisation enterrée qui achemine les effluents de votre distillerie, vers le bassin D2C de Dambron a également été réalisé, notamment concernant :

- les mesures mises en œuvre en application de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2020 de prescriptions complémentaires (plan des réseaux),
- l'entretien et la surveillance des réseaux de collecte des effluents du site (article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2020 précité).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                     | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---|---|--|---|-----------------------|
| 2  | Dispositions générales/surveillance des installations | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4     | /  | Lettre de suite préfectorale  | 1 mois                |
| 3  | Dispositions générales/travaux par point chaud        | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4     | /  | Lettre de suite préfectorale  | 1 mois                |
| 5  | Prévention des risques d'explosion et d'incendie      | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15    | /  | Lettre de suite préfectorale  | 1 mois                |
| 7  | Incident du 19/04/2023                                | Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article 2.5.2 | /  | Lettre de suite préfectorale  | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle      | Référence réglementaire                     | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------|---|--|-------------------|
| 1  | Dispositions générales | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3 | /  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 4  | Prévention des risques d'explosion et d'incendie | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15    | /  | Sans objet        |
| 6  | Prévention des risques d'explosion et d'incendie | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9     | /  | Sans objet        |
| 8  | Plan des réseaux                                 | Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article 4.2.2 | /  | Sans objet        |
| 9  | Réseaux de collecte des effluents aqueux         | Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article 4.2.3 | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

|  |
|--|
| <b>N° 1 : Dispositions générales</b>   |
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>   |
| <b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.  |
| <p><b>Observations :</b><br/> Pour justifier de la désignation du responsable des installations par l'exploitant, dont les silos de stockage de céréales sont exploitées par la SCA AXEREAL,, le responsable a présenté à l'inspection le trombinoscope de sa coopérative; ainsi que ses fiches de poste et de fonction.</p> <p>La consultation du plan formalisé des formations spécifiques suivies par ce même responsable n'appelle pas d'observation. Selon ce plan, le responsable des installations exploitées par la SCA AXEREAL a suivi le 1<sup>er</sup> février 2023 une formation interne concernant la maîtrise des risques présentés par les silos.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

|  |
|--|
| <b>N° 2 : Dispositions générales/surveillance des installations</b>  |
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance des installations et des travaux   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident  |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter les rapports des contrôles de ses installations de transport de céréales et des équipements d'aspiration du silo n°84.  |
| <b>Observations :</b><br>A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté les consignes et procédures tenues à la disposition de l'ensemble des personnels de la SCA AXEREAL, sur le site TEREOS France d'Artenay.<br>La consultation de ce registre a permis de constater la présence notamment des consignes :<br>- CS002 relatives à la conduite à tenir en cas d'incendie ;<br>- CS006 concernant les travaux en zones ATEX.<br>Interviewé sur les contrôles et la maintenance préventive effectués sur les équipements de manutention et l'aspiration centralisée, l'exploitant a indiqué que plusieurs opérations de vérification et de maintenance ont été réalisées durant les 12 derniers mois.<br>Pour autant, il n'a pas été en capacité de présenter les rapports de ces contrôles concernant les installations de transport de céréales et les équipements de l'aspiration centralisée du silo n°84.<br>Seuls des bons de commandes et des devis liés à ces opérations ont été présentés à l'inspection. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

|   |
|---|
| <b>N° 3 : Dispositions générales/travaux par point chaud</b>  |
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>  |
| <p><b>Constats :</b><br/> Le contrôle par sondage a porté sur le permis n°11178, délivré le 26 avril 2023, au profit de la société THOU Industrie, pour des travaux dans le silo n°84. Ce permis ne comporte pas :<br/> - les motivations ayant conduit à sa délivrance,<br/> - la localisation des travaux.</p> <p>De fait, la nature des dangers, le type de matériel pouvant être utilisé et les mesures de prévention à prendre, l'éventuellement mise en sécurité des installations ainsi que les moyens de protection à mettre en œuvre en regard de ces travaux ne sont pas définis.</p>   |
| <p><b>Observations :</b><br/> Les permis de feu concernant les installations exploitées par AXEREAL sont renseignés par les personnels de la coopérative AXEREAL. Toutefois ces permis sont autorisés et visés par TEREOS.</p> <p>A noter, les travaux par points chauds sont préférentiellement réalisés à l'extérieur des installations.</p> <p>Le contrôle par sondage a porté sur le permis n°11178, délivré le 26 avril 2023, au profit de la société THOU Industrie, pour des travaux dans le silo n°84. Ce permis ne comporte pas :<br/> - les motivations ayant conduit à sa délivrance,<br/> - la localisation des travaux.</p> <p>De fait, la nature des dangers, le type de matériel pouvant être utilisé et les mesures de prévention à prendre, l'éventuellement mise en sécurité des installations ainsi que les moyens de protection à mettre en œuvre en regard de ces travaux ne sont pas définis.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |

|   |
|---|
| <b>N° 4 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie</b>  |
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...]. Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]   |
| <b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.   |
| <b>Observations :</b><br>Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation.<br><br>Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe du présent rapport. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

|  |
|--|
| <b>N° 5 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie</b>   |
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Transporteurs à bande   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...]. Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.  |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant n'est pas en capacité de présenter les justificatifs relatifs à la conformité des bandes des transports d'ensilage du silo 84.                                     |
| <b>Observations :</b><br>A la demande de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter les justificatifs relatifs à la conformité des bandes des transports d'ensilage du silo 84. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

|   |
|---|
| <b>N° 6 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie</b>  |
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>– l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.</li> </ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>   |
| <b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.   |
| <p><b>Observations :</b></p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le rapport du 15 juin 2023 de la société SOCOTEC, référencé 962SA/23/3103, relatif à la vérification, au titre de la réglementation ICPE, des silos n°84/87 durant la période du 6 mars au 28 avril 2023. Ce rapport fait état d'une observation, non levée à ce jour ;</li> <li>– le rapport 15 juin 2023 de la société SOCOTEC, référencé 962SA/23/3102, relatif à la vérification, au titre du Code du travail, des silos n°84/87 durant la période du 6 mars au 28 avril 2023. Ce rapport fait état de 14 observations. L'exploitant a déclaré qu'aucune mesure corrective n'est mise en œuvre, à ce jour, pour lever ces observations ;</li> <li>– le Q18 délivré 15 juin 2023 concernant la vérification des installations électriques du 6 mars au 28 avril 2023 par la société SOCOTEC fait état d'un risque d'incendie et d'explosion ainsi que d'une vérification incomplète des installations (absence de contrôle de quelques appareils d'éclairage non accessibles).</li> </ul> <p>Les observations portées sur le Q18, d'une part, et le rapport du 15 juin 2023 de la société SOCOTEC, référencé 962SA/23/3102 met en évidence un mauvais report des observations constatées dans les locaux à risques dans le rapport présenté en réponse aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.</p> <p>Comme ces rapports venaient d'être reçus, l'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le rapport du 10 juin 2022 de la société SOCOTEC, référencé 962SA/22/3329, relatif à la vérification du 26 avril 2022, au titre de la réglementation ICPE, des silos n°84/87. Ce rapport fait état d'aucune observation ;</li> <li>– le rapport 10 juin 2022 de la société SOCOTEC, référencé 962SA/22/3328, relatif à la vérification du 25 avril 2022, au titre du Code du travail, des silos n°84/87. Ce rapport fait état d'une observation.</li> </ul> <p>L'exploitant a présenté le suivi formalisé attestant de la levée en date du 14 février 2023 de cette observation.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant procède en interne à un contrôle par thermographie. Le suivi formalisé des constats associés à ce contrôle n'appelle pas d'observation.</p> <p>La visite in-situ a permis de constater un défaut d'étanchéité au droit de la pénétration de plusieurs câbles au niveau de 4 boîtes de dérivations ou raccordements électriques (E2 et E3 – volume pieds des élévateurs du silo n°84). Ces défauts sont partiellement identifiés dans le rapport SOCOTEC référencé 962SA/23/3102.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |



|   |
|---|
| <b>N° 7 : Incident du 19/04/2023</b>  |
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article 2.5.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseau de collecte et de transfert des effluents aqueux   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis sous quinze jours par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la situation des installations au moment de l'incident ;</li> <li>– une description chronologique des faits ;</li> <li>– les mesures mises en œuvre pour placer les unités en position de sûreté ;</li> <li>– une première estimation qualitative et quantitative des conséquences (humaines, matérielles, économiques ou environnementales) de l'événement.</li> </ul> <p>Ce rapport est complété dans les meilleurs délais par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– une analyse des causes, des circonstances ayant conduit à l'incident ainsi que des conséquences de ce dernier ;</li> <li>– les mesures mises en œuvre pour éviter le renouvellement d'un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</li> </ul> <p>[...].</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La déclaration du 21 avril 2023 de la fuite d'effluents au niveau de la canalisation enterrée qui achemine les effluents de la distillerie vers le bassin « D2C » de Dambron, constatée le 19 avril 2023, n'a pas été complétée dans les meilleurs délais par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– une analyse des causes, des circonstances ayant conduit à l'incident ainsi que des conséquences de ce dernier ;</li> <li>– les mesures mises en œuvre pour éviter le renouvellement d'un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</li> </ul>  |
| <p><b>Observations :</b></p> <p>Pour mémoire, par courriel du 21 avril 2023, la société TEREOS a informé l'inspection qu'une fuite a été détectée mercredi 19 avril, en fin d'après-midi, sur la canalisation enterrée qui achemine les effluents de distillerie vers le bassin « D2C » de Dambron.</p> <p>Cette fuite se situe au droit du site, entre le secteur décanteur et le secteur méthanisation. Les effluents épandus sur le site ont été naturellement dirigés vers une fosse qui, via une pompe de relevage, ont été dirigés vers le décanteur vidé en date du 21 avril 2023.</p> <p>Selon l'exploitant, l'entreprise SAUNIER TP est intervenue dès le jeudi 20 avril matin, sans être en capacité de terminer les travaux de réparation le jour même.</p> <p>Avant cet incident, l'organisation en place sur les bassins était la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– vendredi 14 avril le bassin « D1 » a été traité par l'apport de carbonate de calcium en vue de stabiliser le pH ;</li> <li>– mardi 18 avril un traitement surfacique de ce même « D1 » a été réalisé afin de renforcer le premier traitement, et maintenir un pH au-dessus du seuil de septicité ;</li> <li>– mise en place d'une boucle de recirculation en sortie D1 -&gt; entrée D1, pour éviter la stagnation des eaux ;</li> <li>– un transfert de 100 m<sup>3</sup>/h du bassin « D1 » vers Ruan (dans le cadre des travaux de curage du bassin « D 3 ») ;</li> <li>– envoi des effluents distillerie vers le bassin aéré « D2C ».</li> </ul> <p>Face à cette contrainte temporaire de diriger les effluents de la distillerie vers le bassin « D1 », l'exploitant a déclaré avoir mis immédiatement en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'envoi des condensats de nos concentrations vinasses vers les bassins de Ruan (environ 40 m<sup>3</sup>/h) via la canalisation de transfert « Dambron vers Ruan » ;</li> <li>– l'envoi des effluents les moins chargés (environ 40 m<sup>3</sup>/h) sur le bassin « D1 » de Dambron avec apport de nitrate de sodium à hauteur de 40 l/h.</li> </ul> |

|  |
|--|
| Aucun complément à la transmission du 21 avril 2023 n'a été adressé à l'inspection, en date du 21 juin 2023. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

|  |
|--|
| <b>N° 8 :</b> Plan des réseaux   |
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article 4.2.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseaux de collecte  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>– les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li> <li>– les secteurs collectés et les réseaux associés</li> <li>– les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li> <li>– les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul> |
| <b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.  |
| <p><b>Observations :</b><br/> L'exploitant a présenté le plan à jour de ses réseaux de collecte et de transfert des effluents de son site d'Artenay.</p> <p>La consultation de ce plan n'appelle pas d'observation.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

|   |
|---|
| <b>N° 9 : Réseaux de collecte des effluents aqueux</b>  |
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article 4.2.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et surveillance des réseaux de collecte   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p>   |
| <b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.   |
| <p><b>Observations :</b><br/> Interviewé sur les mesures mises en œuvre pour contrôler et maintenir en bon état et étanche les réseaux de collecte et de transfert des effluents aqueux de son site, l'exploitant a déclaré ne pas avoir mis en place une surveillance spécifique, à ce jour.</p> <p>Il a précisé avoir remplacé en 2019 le réseau de transfert vers les lagunes, dans ses parties enterrées.</p> <p>Il a également présenté son analyse des risques menées suite à l'incident d'avril 2023 concernant la fuite d'effluents au niveau de la canalisation enterrée qui achemine les effluents de la distillerie vers le bassin « D2C » de Dambron, constatée le 19 avril 2023.</p> <p>Pour rappel, face à cette contrainte temporaire de diriger les effluents distillerie vers le bassin D1, nous avons immédiatement mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'envoi des condensats de nos concentrations vinasses vers les bassins de Ruan (environ 40 m<sup>3</sup>/h) via la canalisation de transfert « Dambron vers Ruan »</li> <li>– l'envoi des effluents les moins chargés (environ 40 m<sup>3</sup>/h) sur le bassin D1 de Dambron, avec apport de nitrate de sodium à hauteur de 40l/h.</li> </ul> <p>Sur la base de son analyse menée suite à l'incident du 19 avril 2023, il prévoit les actions complémentaires suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– mise en place d'un refroidisseur des effluents, sortie distillerie,</li> <li>– une inspection interne par caméra, sur une distance de 200 m à l'entrée et à la sortie de cette la canalisation enterrée qui achemine les effluents de la distillerie vers le bassin « D2C » de Dambron. Suivant les résultats de cette inspection, une surveillance périodique par inspection interne pourra être envisagée sur l'ensemble des réseaux enterrés.</li> </ul> <p>Les réseaux internes d'acheminement de ces effluents sont majoritairement aériens. Ainsi, une éventuelle fuite et/ou dégradation peut rapidement être observée.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |